

[Le monde vu d'ailleurs] - Les Russes face à l'escalade de la guerre

3.9.2026 - Bernard Chappedelaine | Institut Montaigne

À quelques semaines de l'élection de la Douma (18-20 septembre), la Russie est en difficulté. Crainte d'une nouvelle mobilisation, difficultés économiques, signaux de mécontentement des élites mais aussi de la population générale : de plus en plus, on déplore que toute l'économie soit tournée vers la guerre, avec la menace de la baisse des investissements et d'une récession de l'industrie civile. À quels expédients le gouvernement russe a-t-il recours et quels sont les scénarios d'évolution possibles ?

La Russie durement frappée à son tour par le conflit avec l'Ukraine

Dans la guerre meurtrière qu'elle livre depuis plus de 4 ans à l'Ukraine, **l'armée russe peine désormais à remplacer les soldats mis hors de combat**, rapporte The Guardian. L'enrôlement quotidien d'un millier de nouvelles recrues ne suffit plus à compenser les pertes. **Une nouvelle mobilisation en Russie comporterait des risques politiques** pour le Kremlin, souligne le quotidien, qui rappelle l'exode de près d'un million de jeunes Russes, généralement éduqués et bien formés, provoqué par la mobilisation partielle de septembre 2022. Les rumeurs d'une nouvelle mobilisation, qui serait décidée après les élections législatives des 18-20 septembre, ont d'ores et déjà conduit plusieurs milliers de conscrits potentiels à la frontière géorgienne. C'est la raison pour laquelle **Moscou fait appel non seulement à la Corée du Nord**, mais recrute, dans des conditions contestables, dans les pays du "Sud global" (Afrique, Amérique latine...). Ce conflit destructeur, note le Financial Times, a également creusé le déficit budgétaire du pays - 76 Mds \$ au cours des sept premiers mois - qui atteint 2,8 % du PIB, près du double de l'objectif retenu, et conduit la Banque centrale à ralentir le rythme de la baisse des taux d'intérêt, dont le niveau élevé pénalise l'activité économique, et ce malgré la pression des autorités. Dans la loi de Finances 2026, observe aussi le Moscow Times, les dépenses de Défense devaient atteindre 12900 milliards de roubles et **représenter 30 % du budget fédéral**. En réalité, **elles sont supérieures de 4 à 5 000 milliards de roubles**, ce qui accroît l'endettement. Ce recours à la dette, au-dessus du plafond voté, a été autorisé par la Douma, qui s'est dessaisie de ses prérogatives budgétaires au profit du ministère des Finances, souligne Alexandra Prokopenko, ancienne conseillère de la Banque centrale de Russie.

Le blocage du détroit d'Ormuz a provoqué une hausse sensible des cours du pétrole. Le gouvernement russe, qui avait construit son budget sur l'hypothèse d'un prix du baril de pétrole à 59 \$, a pu bénéficier de recettes supplémentaires au premier semestre, néanmoins les revenus tirés des exportations de gaz et de pétrole sont inférieurs de 23 % à l'an dernier, calcule The Economist. Pour accroître les rentrées fiscales, le ministère des Finances a procédé à l'achat de devises étrangères, ce qui affaiblit la monnaie nationale, mais a pour avantage d'augmenter le rendement des taxes perçues en roubles sur les exportations d'énergie, qui représentent 20 % du budget, explique *The Economist*. Une telle stratégie peut procurer un répit, mais risque à terme d'alimenter l'inflation, de renchérir les importations et de provoquer une baisse des revenus de la population, avertit l'hebdomadaire, qui mentionne un autre expédient auquel a recours l'État russe, à savoir les **"contributions volontaires" des entreprises russes au budget** qui, depuis le début de l'année, avoisinent 4 milliards de dollars. La dégradation de la situation économique de la Russie s'explique aussi par la campagne systématique de frappes menée par l'Ukraine ces dernières semaines sur des

objectifs énergétiques et logistiques. Depuis le début de l'année, une trentaine de raffineries de pétrole auraient été endommagées. D'après Alexandre Chokhine, le président de l'Union des entrepreneurs de Russie (PCIII), cité par *The Insider*, 25 à 30 % des capacités de raffinage auraient été mises hors service, ce qui provoque des hausses de prix des carburants, des pénuries et des restrictions dans de nombreuses régions du pays. Cette situation conduit les autorités russes à interdire les exportations d'essence et de diesel et même à en importer, indique *The Insider*. En août, note le *Moscow Times*, 270000 tonnes de produits pétroliers ont été livrés par des pays d'Asie centrale et 150 000 tonnes d'essence ont été importées de Biélorussie, volume qui ne représente toutefois que deux jours de consommation en Russie. Cette dégradation de la situation économique conduit les élites russes à envoyer ce que le *New York Times* appelle de "discrets signaux de mécontentement". Le quotidien mentionne notamment les avertissements adressés par l'économiste Andreï Klepatch, le président de la Sberbank, German Gref, ainsi que par le maire de Moscou, Sergueï Sobyanine.

Nous ne gagnerons pas cette guerre d'usure. Nous avons l'illusion que là-bas [en Ukraine - ndr] tout va s'écrouler, mais il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'effondrement. Chez nous, les coûts vont augmenter.

Les inquiétudes des experts et des milieux économiques

"Nous ne gagnerons pas cette guerre d'usure. Nous avons l'illusion que là-bas [en Ukraine - ndr] tout va s'écrouler, mais il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'effondrement. Chez nous, les coûts vont augmenter", a averti Andreï Klepatch, l'un des économistes les plus réputés de Russie, en mai lors d'un séminaire à Moscou, propos rendus publics récemment par le Moscow Times.

La croissance importante enregistrée en 2023-24 en raison de la hausse des dépenses militaires s'est transformée en une baisse des investissements et en une récession de l'industrie civile, accentuée par la politique restrictive de la Banque centrale en matière de taux, qui expliquerait selon lui la moitié au moins du ralentissement économique. L'évolution actuelle conduit inévitablement, selon le chef-économiste de la VEB (ВЭБ), l'une des principales banques de Russie, à une *"crise sociale"*, et ce *"au moment où personne ne s'y attendra"*. Il va même jusqu'à mentionner la révolution de 1917 et la situation de l'URSS en 1991. *"Je suis sûr que la Russie ne va pas s'écrouler, mais je suis presque certain que nous allons vers une crise sociale"*, a-t-il répété. Il y a deux ans, **Andreï Klepatch** avait participé au rapport d'un groupe d'économistes, qui avait mis en garde contre une baisse durable de la croissance russe jusqu'en 2032, évaluée à 2 % par an au maximum, et recommandé de créer les conditions (investissements, capital humain, technologies) d'une croissance annuelle de 3,5 % afin de libérer l'économie russe de sa dépendance envers la rente énergétique et les technologies occidentales et d'accroître les revenus de la population. Le 16 août dernier, deux jours après la publication du contenu de son intervention en mai dernier, Andreï Klepatch a été écarté de son poste à la VEB, annonce le quotidien économique *Vedomosti*. L'analyse d'Andreï Klepatch est aussi celle de l'économiste Konstantin Sonin, professeur à l'université de Chicago. Il établit un parallèle avec l'Union soviétique avant son effondrement, qui avait réduit drastiquement les investissements dans les infrastructures : *"aujourd'hui, déplore-t-il, on ne construit plus d'hôpitaux, de structures sociales, tout l'argent va à la guerre"*.

Les inquiétudes des économistes sont partagées par certains représentants des milieux d'affaires. Début juin, le Forum économique de Saint Pétersbourg avait été l'occasion d'un débat entre responsables politiques et économiques sur les conséquences de la guerre en Ukraine. Fin juin, lors d'une assemblée d'actionnaires, German Gref, le président de la première banque de

Russie -- qui personnifie le groupe des "technocrates libéraux", toujours représenté dans les cercles du pouvoir russe - a appelé de ses vœux la fin de ce conflit. *"Je ne pense pas que, dans le pays, il y ait une personne qui ait d'autre préoccupation que la cessation la plus rapide possible des opérations militaires, c'est évident"*, a affirmé Guerman Gref.

Une note d'analyse de la Sberbank sur les scénarios possibles de fin du conflit en Ukraine, rédigée en avril dernier, et qui a fuité récemment dans les médias, identifie 8 hypothèses possibles, parmi lesquelles **un accord obtenu sous les auspices de Donald Trump** (32 %), **un cessez-le-feu à la coréenne** (22 %) et **la poursuite de la guerre pendant 2-3 ans** (15 %) sont jugés les plus probables. Les milieux d'affaires russes semblent résignés au maintien des tensions avec l'Occident. La conclusion d'un accord de paix en Ukraine *"ne signifiera pas le retour rapide à la situation d'avant le 24 février 2022"*, avertit Aleksandr Chokhine. *"L'inertie de la confrontation avec l'Europe se poursuivra"*, ce qui implique le maintien *"pour une période assez longue"* du niveau des dépenses militaires. Le président du patronat russe (PCPII) approuve le principe de *"contributions volontaires"* des entreprises au budget de l'État, mais il exprime ses inquiétudes à propos du décret présidentiel N° 604, signé récemment par Vladimir Poutine, suite à la campagne de frappes de l'armée ukrainienne. Ce texte autorise le placement sous administration provisoire de l'État des entreprises travaillant dans le secteur des infrastructures stratégiques, dont les propriétaires ne peuvent assurer la sécurité ou la reconstruction après les frappes ukrainiennes. Aleksandr Chokhine a jugé que le décret 604 *"nécessitait des précisions et des travaux supplémentaires"* et une *"application transparente"*. Certains observateurs voient dans ce décret un moyen de procéder à de nouveaux *"transferts de propriété"* - l'an dernier, 51,5 milliards de dollars d'actifs ont été saisis par l'État russe, selon l'agence Bloomberg -, qui affirme que des *"dizaines de milliards de dollars"* ont quitté la Russie cette année. L'inquiétude des grandes entreprises est illustrée notamment par la fuite des capitaux hors de Russie qui, selon les chiffres de la Banque centrale, a atteint 9,4 milliards de dollars au deuxième trimestre, indique le *Washington Post*.

La détermination de Vladimir Poutine à vaincre l'Ukraine

Les préoccupations des milieux d'affaires sont partagées par la population russe, désormais confrontée aux attaques quotidiennes de drones ukrainiens, qui créent des pénuries d'essence, perturbent internet et désorganisent le trafic aérien et le commerce en ligne (les grandes plateformes que sont *Wildberries* et *Ozon* sont des cibles privilégiées). Des retraits massifs d'argent des comptes bancaires de la part d'entreprises, mais aussi de particuliers, sont constatés ces dernières semaines, qui pourraient créer des problèmes de liquidités pour les banques, souligne le *Washington post*. *"Les gens n'ont plus confiance dans le système bancaire russe"*, ils craignent la nationalisation de leurs avoirs, explique au quotidien Alexandra Prokopenko, qui n'exclut pas pour sa part la mise en place de restrictions.

À quelques semaines de l'élection de la Douma (18-20 septembre) - scrutin sans surprise, mais qui pourrait cristalliser une opposition - les positions adoptées par le parti au pouvoir *"Russie Unie"* montrent que certains dirigeants sont conscients de ce risque. Début août, Sergueï Sobyane, maire de Moscou, qui figure en deuxième position sur la liste de *"Russie Unie"*, déclarait : *"on entend constamment qu'il faut mobiliser toute l'économie [...], mais l'économie actuelle est bâtie sur un autre modèle. S'il n'y a pas d'économie civile, il n'y aura pas d'impôts, de revenus pour la population, la situation politique sera tout autre, nous ne serons pas victorieux dans la guerre"*. Le souci affiché de prendre en compte les demandes de la population (pénuries, inflation...), raison invoquée pour justifier le retard dans la publication tardive du programme de *"Russie Unie"*, se heurte toutefois à la volonté du Kremlin de poursuivre la guerre en Ukraine, observe Andreï Pertsev. En réalité, ce programme d'une cinquantaine de pages, difficile à trouver sur internet, aurait pu être écrit il y a un an, ironise le politologue. À aucun moment, les difficultés actuelles ne sont évoquées -

la guerre n'est pas mentionnée, les questions de défense abordées de façon très marginale - **les promesses abondantes faites en matière sociale, éducative et sanitaire et de développement régional** - sont contredites par la priorité absolue accordée aux dépenses militaires. L'Ukraine, que Dmitri Medvedev, président de "Russie Unie" (qui ne figure pas en tête de liste de son parti), qualifie de "*pays 404*", n'est pas mentionnée dans le programme. Ce document révèle deux choses, selon le *think-tank* NESK, "*les autorités reconnaissent que la guerre est impopulaire, mais elles sont dans l'incapacité de répondre à l'aspiration très répandue à un retour à la normalité*".

Le comportement adopté par les autorités russes vis-à-vis du parti *Yabloko*, dont le mot d'ordre pour les élections de septembre est "*pour la paix et la liberté*", témoigne d'une mauvaise appréciation de l'état d'esprit de l'opinion russe de la part des autorités. Quelques jours après l'avoir autorisée, elles ont interdit sa participation au plan fédéral, ses candidats dans plusieurs régions sont aussi exclus de la compétition électorale. Lev Schlosberg, l'une des figures du parti, a été récemment condamné à 11 ans de prison, d'autres responsables du parti sont incarcérés. Sous la pression des services de sécurité, le Kremlin ne dissimule plus ses intentions, il rejette *Yabloko* hors de la "*politique systémique*", affirme Andreï Pertsev. Cette analyse est partagée par Andreï Kolesnikov. Le régime poutinien n'a plus recours aux technologies politiques élaborées déployées en son temps par Vladislav Sourkov. En charge de l'organisation des élections à l'administration présidentielle, Sergueï Kirienko est marginalisé par les *Siloviki*, note le politologue, le pouvoir agit désormais "*sans détour*". S'agissant de *Yabloko*, il a pensé dans un premier temps que cette formation de "*l'opposition systémique*" pouvait donner de l'intérêt à la campagne, convaincu que son score serait minimal, démontrant ainsi la faiblesse du camp hostile à la guerre. Mais, il est apparu rapidement que *Yabloko* pouvait dépasser le seuil des 5 % de suffrages, nécessaire pour être représenté à la Douma, et susciter un élan, comme ce fut le cas de la candidature de Boris Nadejdine à l'élection présidentielle de 2024, d'où son invalidation et les menaces dont il a été l'objet, qui l'ont conduit cet été à se réfugier en France.

"Dans cette cinquième année de guerre, les difficultés s'accumulent pour le Président Poutine", souligne le New York Times, celui-ci reste pourtant convaincu que l'Ukraine peut s'écrouler s'il maintient la pression, explique Alexandr Gabouev au journal. Cet hiver, le président russe va tenter de briser la résistance de l'Ukraine en détruisant les infrastructures civiles et ses capacités militaires, ce qui explique son refus d'engager des pourparlers avec Kiev. Son porte-parole a ainsi déclaré que "*la question des négociations de paix est durablement mise sur pause, il n'y a pas de nouvelles idées*", Dmitri Peskov a également jugé "*totalelement inutile*" une rencontre tripartite avec les présidents Trump et Poutine, si ce n'est pour approuver un accord négocié préalablement.

Copyright MAXIM SHEMETOV / POOL / AFP

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/le-monde-vu-dailleurs-les-russes-face-lescalade-de-la-guerre>